

Contre les licenciements et toutes les attaques contre les travailleurs, construire le « tous ensemble ! »

Des charrettes de licenciements

Avec l'annonce de 600 licenciements à Teleperformance et 130 à ArcelorMittal, la vague de licenciements se poursuit. Le chiffre de 150 000 licenciements dont parlait la presse laisse la place à celui de 300 000 emplois menacés. Si l'automobile ou la chimie sont particulièrement touchées, ce sont tous les secteurs qui sont visés

De nombreux salariés, notamment chez les sous-traitants des entreprises qui licencient, s'inquiètent pour leur avenir. Patrick Martin, le patron du Medef, expliquait cyniquement que si l'Assemblée votait un budget imposant trop les entreprises, il y aurait des dizaines de milliers de licenciements en plus. Ce n'est ni plus ni moins qu'un chantage, d'autant plus révoltant que les groupes qui licencient (Auchan, Michelin, Stellantis) sont arrosés d'argent public depuis des années. Le grand patronat prévoit comme à son habitude de prendre l'argent public et de licencier quand même. Les grévistes de Michelin à Cholet ou de Novares à Ostwald montrent que face à cette casse sociale, les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de prendre le chemin de la lutte.

Des coupes drastiques dans les services publics

La baisse de 5 milliards d'euros du budget des collectivités territoriales implique non seulement des services publics dégradés, mais aussi des milliers de suppressions de postes. La baisse des cotisations patronales pour la Sécurité sociale annonce des conséquences similaires dans les hôpitaux. Le ministre de la Fonction publique, Kasbarian, prévoit quant à lui de faire passer le nombre de jours de carence des fonctionnaires de un à trois et de baisser le remboursement des arrêts maladies. Cela préfigure des offensives analogues dans le privé. Salariés du public comme du privé, nous avons les mêmes difficultés de fin de mois, les mêmes conditions de travail dégradées qui usent la santé. Les véritables privilégiés sont les patrons qui empochent à la fois les milliards de profits sur notre travail et les milliards de subventions.

Rien à attendre du cinéma autour du budget à l'Assemblée

À l'Assemblée, la discussion sur le budget a montré que le jeu des amendements mené par la gauche, mais aussi le RN et même le parti de Barnier, n'a pas empêché ce budget de rester brutal pour le monde du travail. Le patronat compte bien faire passer les mesures qu'il souhaite, que le Premier ministre soit Castets, Barnier ou Bardella. Rien à attendre des tractations et marchandages parlementaires. À nous d'être le plus offensif dans nos mobilisations.

La solution : y aller tous ensemble !

La grève dans le secteur aérien ou à la SNCF a été suivie, sans oublier bien d'autres grèves locales. Les nouvelles dates de mobilisation sont proches, à commencer par l'appel à la journée du 5 décembre dans la fonction publique contre le passage aux trois jours de carence. Si elles ne coïncident pas pour tous les secteurs, elles peuvent être l'occasion pour les travailleurs d'utiliser chaque date comme tremplin pour la suivante. L'occasion de faire entendre les revendications sur les salaires, les effectifs, l'interdiction des licenciements. L'occasion aussi de nouer des liens, d'établir des contacts avec les travailleurs d'autres entreprises connaissant les mêmes galères : il faut fusionner toutes nos colères contre la politique anti-ouvrière en cours. Le « Tous ensemble ! », ça se construit ! Si pour l'instant, les grèves sur les licenciements se mènent boîte par boîte, les prochaines journées de mobilisation, notamment à la SNCF ou dans la fonction publique seront l'occasion de discuter d'aller plus loin, vers un véritable mouvement d'ensemble. C'est ce que redoute le gouvernement comme le patronat : la convergence de nos luttes.

Public, privé, face aux licenciements comme à la dégradation des conditions de travail : c'est tous ensemble qu'il faut lutter !



Brèves



En grève le 05 décembre !

Dans un contexte d'inflation galopante, de baisse du pouvoir d'achat et de stagnation des salaires, le gouvernement a annoncé 60 milliards de coupes budgétaires. En réaction, une journée de grève interprofessionnelle dans le service public a été fixée le 5 décembre afin de réclamer des moyens matériels et financiers. Dans le même temps, les plans de licenciements explosent sur tout le territoire, touchant indistinctement les secteurs privés et publics.

Dans le secteur social, le privé est exposé aux mêmes problématiques. Les financements émanant en grande partie de subventions publiques, le secteur sera grandement impacté, et ce alors que l'on recense déjà un millier de postes supprimés.

Le 5 décembre, travailleur.euses du social, soyons tou.tes dans la rue pour un cortège commun. **Un rassemblement est appelé à l'ASE à 12h avant de partir en manifestation.**

Budget des départements : marchandage sur les plus précaires

Les présidents de départements étaient réunis en congrès du 13 au 15 novembre. Tous ont annoncé qu'ils répercuteraient les 5 milliards d'euros de coupes budgétaires inscrites dans le projet de loi de Finances 2025 : la gauche en le déplorant, la droite et le centre en profitant de l'occasion pour s'attaquer aux bénéficiaires du RSA et aux jeunes migrants. Ce sont ces mêmes départements qui refusent de financer le Ségur pour tou.te.s, obtenu en juin dernier après des années de mobilisations des salarié.e.s du social et du médico-social.

Les grèves contre le manque de moyens sont d'ailleurs nombreuses à s'opposer aux présidences des départements comme à l'Aide Sociale à l'Enfance de Loire-Atlantique ou encore de Paris le 19 novembre ainsi que chez les salarié.e.s de Larnay Sagesse, établissement pour personnes en situation de handicap sensoriel, situé dans la Vienne.

En réaction, le premier ministre, Barnier et la ministre de la famille, Canayer, ont annoncé la création d'une « instance de pilotage » qui permettrait aux départements de décider eux-même quelle allocation réduire ou supprimer, quel service public attaquer...etc. De quoi augmenter les inégalités. Enfin Canayer a rappelé sa volonté de s'attaquer aux qualifications et salaires en revoyant le référentiel de compétences des métiers de la petite-enfance.

Alors que l'UDES, syndicat patronal du social, du médico-social et de l'associatif, estime à 186 000 le nombre de suppressions d'emplois dans le secteur, il y a urgence à se mobiliser aux cotés des salarié.e.s du privé et du public qui, à Vencorex, Michelin ou dans l'Éducation Nationale, luttent contre les suppressions de postes et les licenciements.

Ocellia : Infantiliser à l'école, exploiter sur les terrains de stage

La semaine dernière le contrôle des présences numérique s'est doublé d'un contrôle papier, pénalisant ceux et celles qui subissaient l'absence de transport en commun du fait d'un droit de retrait à la TAG. Ce zèle à sanctionner les heures manquées s'était déjà fait sentir dans l'annexe au règlement intérieur présentée à la rentrée. À l'inverse lorsque les annulations de cours ou les modifications d'emploi du temps obligent les élèves à rester plus longtemps que prévu aucune compensation n'est prévue, notamment pour les alternant.e.s dont le temps de présence sur établissement est sensé être encadré.

On peut se questionner sur l'intérêt pédagogique d'un tel contrôle. On devine la tentative de reproduire à l'école le rapport d'exploitation vécu dans le monde du travail, où les étudiant.e.s font souvent fonction de remplaçant quasi-gratuits. Il reste alors à gagner le droit de faire grève et la garantie de disposer d'un revenu au moins égal au salaire minimum.

Se regrouper pour gagner : 12èmes rencontres nationales du travail social en lutte !

La marchandisation du travail social et ses conséquences en termes d'accompagnement s'accroissent depuis l'été. Réforme des formations prévue en 2025, nouvelle loi Immigration au printemps prochain, plans de licenciements en cours, répression, risques psychosociaux... Personne n'est épargné !

Pour ces raisons, des collectifs et sections syndicales s'organisent et travaillent au regroupement de l'ensemble des travailleuses et travailleurs du secteur, comme des étudiantes et étudiants, syndiqués ou non. Venez faire l'état des lieux de la situation dans le travail social et discuter de comment se mobiliser et regrouper nos combats pour gagner !

Le RDV est donné à Paris, les 11 et 12 janvier 2025.